

Sommaire

Actualités

L'opposition au projet de mine de cuivre de Monywa se maintient

Les Rohingyas déplacés internes vivent dans des conditions désastreuses

État Kachin: les combats se poursuivent, l'aide aux personnes déplacées « gravement nécessaire »

L'armée birmane utiliserait des armes suédoises en provenance d'Inde

Accord de paix signé avec le groupe armé Chin

La Birmanie reste la principale source de méthamphétamine en Asie de l'Est et du Sud-Est

Les détentions arbitraires continuent

En quête de sécurité, les Rohingyas continuent à fuir

1 million de travailleurs migrants birmans risquent la déportation de Thaïlande

Adoption de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Birmanie

La Birmanie figure toujours parmi les pays les plus corrompus du monde

En 2013 le combat pour la démocratie continue: soutenez-nous!

**Nous soutenir,
nous rejoindre**

Edito

L'année 2012 a fait surgir tous les espoirs pour la population de Birmanie. L'élection de Daw Aug San Suu Kyi au Parlement a constitué un moment historique pour toutes les personnes qui ont lutté pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Aujourd'hui si la situation évolue dans le bon sens, le processus de transition en cours dans le pays demeure fragile et incertain. C'est pourquoi il est primordial que nous continuions à apporter un soutien actif à la population birmane notamment aux réfugiés et déplacés internes, ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'Homme.

Alors que Daw Aung San Suu Kyi a annoncé être prête à diriger la Birmanie si son parti l'emporte aux élections de 2015, comme elle le dit elle-même, de nombreuses collines restent à gravir, notamment la problématique de la réconciliation nationale.

Au mois de décembre, l'Etat Kachin a connu la plus grave intensification du conflit depuis le début de la guerre en juin 2011, l'armée birmane utilisant des avions de combat, des hélicoptères et de l'artillerie lourde pendant ses opérations militaires contre l'Armée d'indépendance kachin.

Le président Thein Sein et son gouvernement se présentent comme les chantres de la démocratie, mais comment prendre ces réformes au sérieux si elles sont accompagnées par des avions et des hélicoptères de combat ? Les réformes ne conduiront jamais à des changements durables en Birmanie, tant qu'elles ne s'accompagnent pas d'un véritable processus de paix. La communauté internationale doit prendre cette nouvelle escalade de violence très au sérieux, et doit faire comprendre à Thein Sein que la pression internationale sera forte si les offensives de l'armée birmane ne s'arrêtent pas et si un processus de paix n'est pas entamé.

Plus que jamais nous voulons continuer à apporter notre soutien pour que des réformes durables soient mises en place en Birmanie ainsi que l'instauration d'un Etat de droit, et pour que la population de Birmanie puisse enfin jouir des libertés qui lui ont été si longtemps refusées.

Il s'agit donc maintenant de rester très vigilant pour que les quelques gages de réforme et d'ouverture offerts par le gouvernement birman se concrétisent vraiment en 2013 et ne soient pas à son seul bénéfice politique. La route vers la démocratie en est effet encore longue.

Bonne Lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

L'opposition au projet de mine de cuivre de Monywa se maintient

Les opposants à Letpadaung, la nouvelle mine de cuivre à capitaux chinois prévue dans le développement du Monywa Copper Project, manifestent depuis plusieurs mois contre ce projet. Le 29 novembre, les forces de l'ordre sont intervenues. Plusieurs de moines ont été blessés, le 9 décembre, le gouvernement a présenté des excuses publiques.

Des militants et des moines bouddhistes dans de nombreuses localités ont mené des manifestations pacifiques pour protester contre la répression. Les autorités ont détenu et inculpé des militants ayant participé à ces rassemblements. Les moines bouddhistes exigeaient des excuses du gouvernement. Le 11 décembre, les autorités ont libéré sous caution les huit militants détenus dans le cadre des manifestations. Toutefois, des manifestations pacifiques ont continué, suivi par de nouvelles arrestations d'au moins huit militants.

Après un tollé national et international, le 1er décembre, le président Thein Sein a annoncé la nomination d'une commission, composée de 30 membres et présidée par Aung San Suu Kyi, chargée d'enquêter sur la répression du 29 novembre et d'évaluer si la mine de cuivre de Monywa doit poursuivre ses activités.

Lors d'une conférence de presse à Rangoon, les membres de la commission ont déclaré que 73 personnes, dont 67 moines, avaient été blessées lors de la répression du 29 novembre.¹

¹ RFA (01 Dec 12) Suu Kyi to Head Mine Probe; Irrawaddy (01 Dec 12) Police Chief Says 'Sorry' to Monks for Raid; DVB (11 Dec 12) Burma releases eight 'copper mine' protesters

Les Rohingyas déplacés internes vivent dans des conditions désastreuses

En décembre, de nombreux témoignages ont indiqué que les autorités birmanes empêchaient l'aide de parvenir aux populations Rohingyas déplacées dans l'Etat d'Arakan. Des travailleurs humanitaires ont déclaré que les autorités n'avaient pas permis au Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de fournir de nouvelles tentes à un camp de déplacés à Pauktaw. Le 13 décembre, les soldats de la Tatmadaw se seraient pas intervenus alors que des bouddhistes Rakhines ont bloqué des organismes d'aide qui tentaient livrer des fournitures dans le camp de personnes déplacées Rohingyas dans la ville de Myebon.

Des rapports ont aussi documenté les différences de traitement des autorités entre les communautés Rohingyas et Rakhines. Diverses sources décrivent les conditions dans les camps de personnes déplacées Rohingyas comme nettement moins bonnes que celles dans les camps peuplés de Rakhines.

Le 5 décembre, Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires et coordonnatrice des secours d'urgence, a visité plusieurs camps de personnes déplacées Rohingya dans l'Etat d'Arakan et a décrit la situation dans le camp de déplacés de Myebon comme « désastreuse » en raison des conditions de surpeuplement, du manque d'assainissement adéquat, et de l'accès limité à l'eau.²

² BBC (13 Dec 12) Burma's displaced Rohingya suffer as aid blocked; OCHA (07 Dec 12) Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs - Statement on the Republic of the Union of Myanmar; NLM (07 Dec 12) Psychological support given to victims in Myebon, Pauktaw, Maungtaw and Sittway in Rakhine State

État Kachin: les combats se poursuivent, l'aide aux personnes déplacées « gravement nécessaire »

Les combats dans l'État Kachin entre la Tatmadaw et l'Armée d'indépendance kachin (KIA) font rage pour le 19^{ème} mois consécutif. La Tatmadaw a utilisé des avions de combat, des hélicoptères et de l'artillerie lourde pendant les opérations militaires contre la KIA. En outre, environ 50 000 personnes déplacées dans les zones contrôlées par la KIA passent un deuxième hiver dans des conditions terribles alors que les autorités continuent à empêcher les agences d'aide internationale de fournir d'urgence une aide humanitaire.

Le 6 décembre, Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires et coordonnatrice des secours d'urgence, a visité un camp de déplacés dans une zone contrôlée par le gouvernement près de Myitkyina. Dans une déclaration faite à son retour, Valerie Amos s'est dit préoccupée par des dizaines de milliers d'autres personnes déplacées vivant dans des zones contrôlées par la KIA qui n'ont reçu que trois livraisons d'aide de l'ONU en 2012. Valerie Amos a exhorté le gouvernement birman à permettre à l'ONU de se rendre dans ces régions pour fournir une aide « gravement nécessaire ».¹

L'armée birmane utiliserait des armes suédoises en provenance d'Inde

Le 10 décembre, une enquête dans le quotidien suédois *Svenska Dagbladet* a révélé que les

¹ AlertNet (21 Dec 12) INTERVIEW-Some 50,000 displaced in north Myanmar need urgent help; OCHA (07 Dec 12) Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs - Statement on the Republic of the Union of Myanmar; Irrawaddy (14 Dec 12) Kachin State Fighting Escalates as New Front Opens

troupes de la Tatmadaw avaient utilisé des armes de fabrication suédoise au cours de leurs offensives contre l'Armée d'indépendance Kachin (KIA).

L'entreprise productrice des armes, Saab Bofors Dynamics, a déclaré avoir initialement vendu des fusils au gouvernement indien en 2003. Le contrat avec les autorités indiennes comprenait un accord d'utilisateur final qui interdit la réexportation des armes à d'autres pays. En dépit de cette clause, Delhi aurait vendu les armes au gouvernement Birman dans le cadre de la coopération bilatérale visant à lutter contre les groupes rebelles opérant le long de la frontière indo-birmane.²

Accord de paix signé avec le groupe armé Chin

Le 9 décembre, Le Chin National Front (CNF), groupe armé de l'ethnie Chin, a signé un accord de paix en 27 points avec le gouvernement birman représenté par le Ministre Aung Min. Il s'agissait du troisième accord signé entre les deux parties depuis l'accord initial signé en janvier 2012. Les principaux points de l'accord inclus: la reconnaissance d'une Journée nationale Chin, la création d'un comité indépendant Chin pour les droits de l'homme, l'octroi de licences pour la mise en place de médias communautaires dans l'État Chin, et le gouvernement devra informer le CNF un mois à l'avance si des patrouilles de la Tatmadaw devaient approcher des points stratégiques dans l'État Chin.³

² Svenska Dagbladet (10 Dec 12) Svenska vapen hos Burmas armé; Independent (11 Dec 12) Burma caught using Swedish weapons in war against rebels

³ Mizzima News (12 Dec 12) Chin rebels sign 27-point agreement with Burma govt

Actualités

La Birmanie reste la principale source de méthamphétamine en Asie de l'Est et du Sud-Est

Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)¹ :

- la Birmanie est restée la principale source de méthamphétamine en Asie orientale et Asie du Sud.
- La consommation de méthamphétamine en Birmanie a augmenté pour la septième année consécutive.
- D'importantes quantités de fabricants birmans de méthamphétamine ont continué d'être victimes de la traite vers les pays voisins comme la Chine, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam.

Les détentions arbitraires continuent

En décembre, le gouvernement birman a continué à détenir arbitrairement des militants.

Le 1er décembre, la police de Rangoun a détenu U Gambira, éminent activiste et ancien moine, sur des accusations de « violation de propriété, actes de vandalisme, et squat ». Ces accusations sont liées à la suppression de verrous dans plusieurs monastères en février 2012 ainsi qu'à un séjour dans un monastère sans permission. Le 10 décembre, U Gambira a été libéré sous caution pour raisons de santé contre 400 000 kyats (US \$ 4.700). Les autorités l'avaient détenu au secret pendant plusieurs jours dans la prison d'Insein à Rangoon et sans lui permettre l'accès aux soins médicaux alors que son

¹ UNODC (12 Dec 12) Patterns and Trends of Amphetamine-Type Stimulants and Other Drugs: Asia and the Pacific 2012

état de santé est très fragile.²

En quête de sécurité, les Rohingyas continuent à fuir

Des centaines de Rohingyas ont continué à faire des voyages périlleux vers la Malaisie par bateau. Le 4 décembre, un bateau transportant 200 Rohingyas a fait naufrage dans le golfe du Bengale, 160 Rohingyas auraient péri. Singapour a refusé l'entrée à 40 survivants Rohingya sauvés par un cargo vietnamien après avoir passé plus de 30 heures dans l'eau. Le 18 décembre, les autorités malaisiennes ont accepté d'accueillir les 40 naufragés.

Le Bangladesh et la Thaïlande ont continué à refuser l'asile aux Rohingyas fuyant les violences sectaires et les persécutions dans l'État d'Arakan en Birmanie. Du 4 au 16 décembre, les autorités du Bangladesh ont repoussé 92 Rohingyas et arrêté 34 autres. Le 12 Décembre, les gardes-frontières du Bangladesh ont indiqué que le Bangladesh avait repoussé 4751 Rohingyas depuis le mois de juin.

Un groupe de 74 Rohingyas échoués sur les côtes thaïlandaises sont en cours de déportation en Birmanie par les autorités thaïlandaises. A court d'essence, ils avaient stoppé leur embarcation au large de l'île thaïlandaise de Phuket le 1er janvier. Selon le site d'informations Phuket Wan, qui a interviewé plusieurs de ces Rohingyas, leur bateau surchargé accompagnait un autre, beaucoup plus important, qui transportait environ 500 personnes et a accosté le 30 décembre sur l'île de Langkawi en Malaisie.

² Mizzima News (03 Dec 12) Saffron Revolution's leading monk rearrested; VOA (04 Dec 12) Burma Activist Disappears Says Rights Group

Parmi les 74 passagers du bateau, immobilisé au large de la plage de Rawai, sur l'île de Phuket, figurent dix enfants de moins de dix ans et quatorze femmes, pour la plupart des adolescentes.

Selon Phuket Wan, ils viennent de Maungthaw, une ville de l'Etat Rakhine et ont navigué 13 jours avant d'arriver à Phuket. Chacun a payé 400 euros le passeur qui a organisé leur voyage.

Comme la plupart des Rohingyas fuyant la Birmanie, ceux-ci comptaient atteindre la Malaisie pour y trouver du travail. La police thaïlandaise leur a donné des vivres et de l'essence pour leur permettre de poursuivre leur périple, mais, finalement, ces Rohingyas ont renoncé devant le risque d'un chavirage. En conséquence, ils seront reconduits en camion à la frontière birmane par les autorités de Thaïlande. Le groupe de 481 Rohingyas qui est arrivé sur l'île malaisienne de Langkawi risque aussi d'être renvoyé en Birmanie. Plusieurs organisations de protection des droits de l'Homme ont appelé Kuala Lumpur à ne rien en faire.¹

1 million de travailleurs migrants birmans risquent la déportation de Thaïlande

La menace de l'arrestation et de la déportation d'au moins un million de sans-papiers travailleurs migrants birmans en Thaïlande fait surface alors que la date limite pour leur enregistrement était le 14 Décembre.

Des déclarations contradictoires émanant des autorités birmanes et thaïlandaises conduisent à une confusion quant à savoir si une prolongation du délai a été accordée.

Le 20 Décembre, le New Light of Myanmar, journal gouvernemental birman, a déclaré que le Premier Ministre thaïlandais, Yingluck Shinawatra, a approuvé une prolongation de trois mois de la procédure de vérification d'identité lors d'une réunion avec le président Thein Sein le 17 décembre. Cependant, des responsables thaïlandais ont rejeté la demande et ont insisté pour que la procédure prenne fin le 14 décembre. Les travailleurs migrants ne s'étant pas enregistrés étaient considérés comme illégaux et donc passibles d'arrestation et d'expulsion.

De nombreux migrants craignent de transmettre aux autorités des informations et leurs adresses en Birmanie et de mettre ainsi leur famille en danger.

Ce processus de vérification des nationalités, qui devait initialement expirer en 2011, a vu son délai repoussé d'abord au 14 juin, puis au 14 décembre de cette année. Le ministre thaïlandais du Travail Padermchai Sasomsap a expliqué au quotidien thaïlandais le Bangkok Post que les 400 000 migrants illégaux seraient rapatriés dans leurs pays d'origine s'ils n'arrivaient pas à finaliser la procédure de vérification dans ces nouveaux et derniers délais.²

¹ Kaladan News (08 Dec 12) Nearly 150- boat people again missing in the Bay of Bengal; Asie Info (3 ajnv 2013) La Thaïlande renvoie des Rohingyas à la case départ; Bangkok Post (18 Dec 12) Malaysia rescues Rohingya survivors; Phuketwan (10 Dec 12) Hundreds of Rohingya Held Captive as Three Boats Land on Thai Islands

² Bangkok Post (22 Dec 12) Myanmar asks for NV extension; Myanmar Times (24 Dec 12) Confusion stalls Thai policy for Myanmar migrant workers

Adoption de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Birmanie

Le 24 décembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé par consensus une résolution sur la situation des droits de l'homme en Birmanie. Il s'agit de la 22ème résolution adoptée depuis 1991. L'ONU y exprime son « inquiétude particulière » sur la situation des Rohingyas dans l'État d'Arakan et exhorte le régime à protéger leurs droits fondamentaux, y compris leur droit à la citoyenneté. Le document exhorte aussi le régime à poursuivre le processus de libération des prisonniers politiques, à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à l'impunité et à résoudre le conflit armé en cours dans l'Etat Kachin.¹

La Birmanie figure toujours parmi les pays les plus corrompus du monde

En dépit de nombreuses déclarations du gouvernement birman sur l'importance de la lutte contre la corruption et la poursuite de la bonne gouvernance, la Birmanie figure toujours parmi les pays les plus corrompus du monde. Le 5 décembre, l'organisation Transparency International a publié son Indice de Perception de la Corruption 2012. L'enquête a classé la Birmanie 172ème sur 176 pays étudiés, ce qui signifie que le secteur public est perçu comme « extrêmement corrompu ». Transparency International a déclaré que les réformes en cours n'avaient pas amélioré le classement de la Birmanie parce que les mesures anti-corruption entreprises par les autorités restaient provisoires.

¹ Reuters (24 Dec 12) U.N. General Assembly voices concern for Myanmar's Muslims

Selon Transparency International, pour que la Birmanie améliore son score en 2013, le gouvernement doit mettre en place de « véritables réformes » en démontrant notamment une « volonté politique cohérente ».²

² Transparency International (05 Dec 12) A look at the Corruption Perceptions Index 2012; Irrawaddy (06 Dec 12) Burma Ranked Among Most Corrupt Countries

En 2013, le combat pour la démocratie continue !

Grâce à votre mobilisation et votre soutien, cette dernière année a fait surgir tous les espoirs pour la population de Birmanie. L'élection de Daw Aug San Suu Kyi au Parlement a constitué un moment historique pour toutes les personnes qui ont lutté pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Aujourd'hui si la situation évolue dans le bon sens, le processus de transition en cours dans le pays demeure fragile et incertain. C'est pourquoi il est primordial que nous continuions à apporter un soutien actif à la population birmane notamment aux réfugiés et déplacés internes, ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'Homme.

Nous avons aujourd'hui plus que jamais besoin de votre soutien!

Grâce à vous, Info Birmanie pourra continuer à mener en toute indépendance ses actions de plaidoyer et de sensibilisation auxquelles nous nous consacrons pour œuvrer en faveur de l'avènement de la démocratie en Birmanie et du soutien au peuple de Birmanie dans son combat pour la liberté. Cette allocation sera précieuse pour la pérennité de nos activités, et participera au renforcement de la dynamique associative d'Info Birmanie. Nous vous adresserons un reçu fiscal, votre versement à Info Birmanie vous donnant droit à une réduction d'impôt.

*Vous pouvez nous adresser vos dons
par paypal (service sécurisé) :*



ou par courrier, en nous envoyant un chèque à l'ordre d'Info Birmanie

Plus que jamais nous voulons continuer à apporter notre soutien pour que des réformes durables soient mises en place en Birmanie ainsi que l'instauration d'un Etat de droit, et pour que la population de Birmanie puisse enfin jouir des libertés qui lui ont été si longtemps refusées.

Il s'agit donc maintenant de rester très vigilant pour que les quelques gages de réforme et d'ouverture offerts par le gouvernement birman se concrétisent vraiment et ne soient pas à son seul bénéfice politique. La route vers la démocratie en est effet encore longue.

Toute l'équipe d'Info Birmanie vous souhaite une très bonne année 2013 !

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél. 01 46 33 41 62
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>